



WORLD EVANGELICAL ALLIANCE

Conseil des droits de l'Homme

34^{ème} session

Point 10 : Assistance technique et renforcement des capacités

Dialogue interactif sur la situation des droits de l'homme en République Démocratique du Congo (RDC)

22 mars 2017

Orateur : Michael Mutzner

Monsieur le Président,

L'Alliance Evangélique Mondiale¹ remercie le Conseil des Droits de l'Homme et le Haut-Commissariat pour la possibilité d'avoir ce dialogue interactif sur la situation des droits de l'Homme en RDC.

Dans sa résolution 33/29 de septembre 2016, le Conseil des droits de l'Homme s'est déclaré préoccupé « par la poursuite des atrocités commises contre des civils dans la région de Beni » et a condamné « dans les termes les plus énergiques la violence criminelle insensée à laquelle se livrent les Forces démocratiques alliées. »

Malheureusement, les attaques se poursuivent et les civils en sont les victimes. Depuis 2014, on dénombre des centaines de morts. La MONUSCO et la RDC ont désigné les ADF comme étant responsable de la plupart de ces massacres, à l'image des atrocités commises la nuit du 13-14 août 2016 à Beni. Tout en relevant l'ouverture – tardive – de la cour opérationnelle militaire siégeant en chambre foraine à Beni, nous regrettons le climat d'impunité ambiant, qui alimente aussi les rumeurs et les interrogations sur les responsabilités de ces violences. La population de Beni est habitée d'un profond sentiment d'injustice et de désespoir, ayant l'impression de servir de monnaie d'échanges pour les différentes puissances et groupes qui se battent pour contrôler cette région.

Monsieur le Président, faire la lumière sur les épisodes de violence qui ont frappé la région de Beni depuis 2014 nous semble être une étape indispensable pour la lutte contre l'impunité, le retour de l'Etat de droit et du respect des droits de l'Homme, afin que la région puisse panser ses blessures. Dans ce sens, il paraît nécessaire qu'une commission d'enquête internationale puisse être mandatée pour établir les faits autour de ces atrocités ainsi que les responsabilités personnelles et collectives des acteurs impliqués, afin que justice puisse être rendue et que les victimes soient identifiées et secourues.

Je vous remercie Monsieur le Président.

¹ Micah International et Ensemble pour la santé et le développement holistique en milieu rural et périurbain (ESADER) s'associent à cette déclaration.